

la Marseillaise

« La nature était en furie »

MARIE Jourdan se souvient comme si cela s'était passé hier, du terrible orage qui avait touché Violes, ce petit village du Vaucluse, voisin de Vaison la Romaine. C'était le 22 septembre 1992, elle était âgée à peine de 12 ans et se souvient dans les moindres détails de cette journée de collège qui a vite tourné au cauchemar.

« L'orage s'était déclaré le matin. La nature était en furie. Vaison était déjà inondée. Nous n'étions informés de rien ».

Le collège de Marie Jourdan qui se trouve juste au bord de l'Ouvèze sera rapidement inondé. « La rivière grossissait à vue d'œil et des vagues d'eau déferlaient. Nous sommes montés au 1er étage du collège, où nous nous sommes réfugiés jusqu'à l'arrivée des pompiers. Nous avons tous eu beaucoup de chances. L'armée nous a ensuite évacués, nous étions 25. Des militaires nous ont porté à bout de bras, en



« Nous avons eu de la chance » (Photo Patrick DI DOMENICO)

prenant soin d'éviter les bouches d'égout, qui pouvaient nous aspirer ».

En grandissant, Marie Jourdan avait osé espérer qu'une telle catastrophe ne se reproduirait jamais. « Rien n'a changé, lâche-t-elle d'un air dépité et les responsables sont toujours en liberté ».

Risques naturels

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 2002

Informers pour éviter le pire

Le manque d'information est souvent cité comme l'un des principaux handicaps en cas de risque naturel. Deux ans après les inondations de Marseille, la ville va lancer une campagne d'information et de sensibilisation sur les risques connus. La liste des mesures à prendre n'est portant pas exhaustive.

LES graves intempéries qui ont touché la région gardoise ne sont pas sans rappeler l'épisode moins dramatique du 19 septembre 2000 à Marseille.

Des trombes d'eau

s'étaient abattues sur la ville donnant une image d'apocalypse, de fin de monde.

Deux ans après les faits, les catastrophes météorologiques se répètent sans que l'homme ne soit en mesure d'éviter le pire. Dans le village d'Aramon qui a payé un lourd tribut, la population s'était indignée devant le manque d'information qui a précédé le drame.

Ingénieur spécialiste en risques Majeurs et président de l'association « Ecoforum », Victor Hugo Espinosa s'étonne volontairement que la question des moyens pèse sur des décisions politiques de bon sens. S'il n'est toujours pas à l'ordre du jour de créer un

réseau séparatif des eaux

fluviales et des eaux usées à Marseille pour une raison de coût, la logique voudrait que l'on opte pour la prévention et l'information. « On donne des permis de construire dans des zones à risques, mais ce sont des permis de détruire ». Les élus ont ici une part de responsabilité, la pression foncière est telle qu'il n'y a aujourd'hui aucune cartographie capable de recenser les zones à risque.

Une radio « catastrophe »

A Marseille pourtant, la ville envisage de lancer une campagne de sensibilisation et d'information sur tous les risques connus : inondations, incendies, accidents industriels...

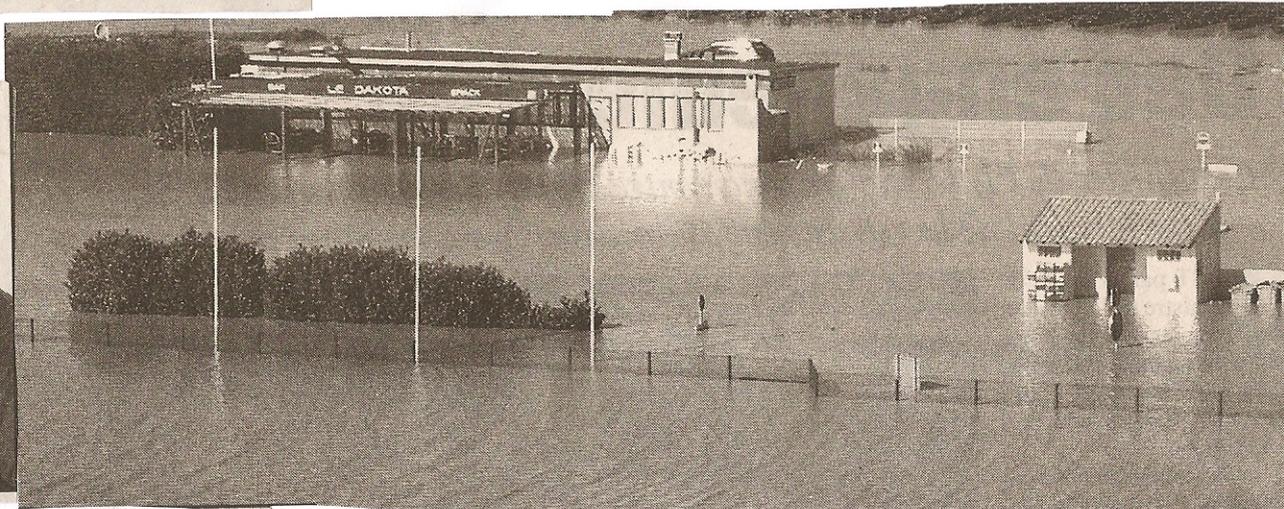
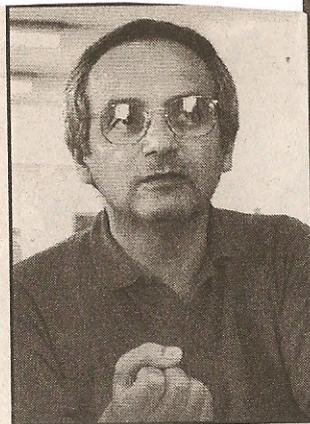
Mais la prévention est

aussi une affaire de communication. « Impensable fait remarquer Victor Hugo Espinosa que durant les intempéries de septembre 2000, les portables soient restés bloqués. Il faut mettre en place une radio « catastrophe », qui permettra entre l'alerte et la catastrophe de donner des consignes. Mobiliser les services d'information lumineux dans la ville et pourquoi pas souligner-t-il publier dans la revue municipale un guide pratique ». L'idée serait d'habituer les citoyens aux risques. Des risques multipliés par 100 depuis le bétonnage des villes qui sont dans l'incapacité de résister aux catastrophes naturelles.

« Le citoyen doit être capable de poser toutes les questions possibles. Savoir si sa maison est en zone inondable, quelles sont les consignes à suivre, indique le président d'Ecoforum.

Dans le cadre de la législation, il existe bien un Plan de Prévention des Risques (PPR), mais il n'est pas obligatoirement appliqué par les préfetures.

Les caprices du temps ne sont pas qu'une histoire de fatalité. Car bien souvent, la prévention reste la seule arme efficace pour protéger les populations



Catherine WALGENWITZ